

Revenus, Productivité et Prix

Le rapport entre les revenus et la productivité, et les augmentations des traitements et salaires qui sont supérieures à l'augmentation de la productivité, revêtent à notre avis une importance vitale dans le problème de la hausse des prix et de l'inflation.

D'après les témoignages présentés devant le Comité, les augmentations de salaires au Canada ont dépassé de 2.1 p. 100 en moyenne annuelle l'accroissement de la productivité pour la période de 1952 à 1968. L'indice des prix à la consommation a augmenté en moyenne de 2 p. 100 par an durant la même période.

Le même rapport semble s'être maintenu au cours de l'année passée. Des augmentations moyennes de salaires (environ 8.5 p. 100) pendant cette période dépassaient d'environ 5½ p. 100 l'accroissement de la productivité (3 p. 100) alors que l'augmentation des prix n'était que de 4½ p. 100.

Il y a deux autres questions sur lesquelles nous voudrions faire des commentaires à propos des rapports entre les salaires, la productivité et les prix. Nous nous intéressons surtout au fait que, dans certaines industries-clés, que M. Galbraith appelle «le centre névralgique industriel»; la direction et les représentants syndicaux se mettent d'accord pour augmenter les salaires dans une proportion qui n'est parfois pas supérieure à l'accroissement de leur productivité, mais qui est supérieure à l'accroissement de la productivité moyenne de l'économie. Cette façon d'agir aurait pour effet d'encourager d'autres industries, dont le rendement est moindre, à suivre une politique salariale semblable. Quand ces augmentations de salaires vont de pair avec une augmentation des prix, une poussée inflationniste s'exerce sur les prix de revient. Le Comité recommande donc d'entreprendre une étude approfondie de l'influence des prix et salaires dans les industries-clés de l'économie canadienne.

De même, on semble mal comprendre, dans les questions d'inflation, l'importance de l'industrie des services qui emploie environ 50 p. 100 de la population active. A notre avis, plus de recherche s'impose.

Les répercussions de la psychose inflationniste sur les taux d'intérêt

Même si l'on peut établir un rapport historique entre le niveau des taux d'intérêt et le degré d'inflation, ce rapport tend à fluctuer autour de la moyenne. Le taux réel d'intérêt calculé d'après le rendement des obligations à long terme du gouvernement (8.3 p. 100) est supérieur au «taux réel» d'intérêt de 3 p. 100 ajouté au taux d'inflation de 4½ p. 100. La psychose de l'inflation peut être à la source de cet état de choses—l'expectative d'une escalade inflationniste. Cette attitude particulière se manifeste après une période d'inflation prolongée et en l'absence de contre-mesures efficaces. La psychose de l'inflation peut saper chez les gens le goût de l'épargne, élément essentiel à la croissance future. Plusieurs des mémoires présentés au Comité insistaient sur ce point en particulier.

A ce sujet, nous avons constaté que la psychose inflationniste a ralenti le marché canadien des capitaux. Nous avons aussi pris note des répercussions des taux d'intérêt élevés sur l'habitation. Le coût d'une hypothèque de \$18,000, par exemple, augmente de \$15 par mois à chaque hausse de 1 p. 100 du taux d'intérêt.

Nécessité d'une planification conjointe fédérale-provinciale

Enfin, il faut examiner plus profondément l'influence des gouvernements à tous les niveaux. Nous avons constaté que le gouvernement fédéral et les provinces ne collaborent pas assez étroitement dans l'établissement de leurs programmes de dépenses respectifs. De même, il nous a semblé que les programmes